
 = par conférence téléphonique

 = par vidéoconférence

Membres du Conseil présents

Rémi Racine, président du Conseil
Hubert T. Lacroix, PDG
Edward Boyd
Sonja Chong
Robert Jeffery
Terrence Leier
Norman May
Maureen McCaw
Brian Mitchell
Marlie Oden

Membre du Conseil absent

Marni Larkin

Également présents

Sylvie Gadoury, vice-présidente, Services juridiques, avocate-conseil et secrétaire générale
Stéphanie Duquette, chef du cabinet du président-directeur général
Tranquillo Marrocco, secrétaire général associé

Autres participants

Heather Conway, vice-présidente principale, Services anglais (point 4)
Marco Dubé, vice-président par intérim, Stratégie et Affaires publiques (points 3, 4 et 10)
Josée Girard, vice-présidente, Personnes et Culture (points 4, 5, 9 et 12)
Steven Guiton, vice-président principal, Infrastructure et Services technologiques médias
(points 4, 5, 7 et 13)
Louis Lalande, vice-président principal, Services français (?) (point 4)
Judith Purves, vice-présidente principale et chef de la direction financière (points 4, 6, 8
et 11)
Mark Allen, premier directeur, Recherche et Analyse (points 3 et 10)
Marc Y. Lapierre, directeur général, Services immobiliers (point 13)
Jean Mongeau, directeur général et chef des revenus (point 4)

Benoit Villeneuve, directeur général, Finances et Planification stratégique, Services français
(☎) (point 4)

, consultante, Deloitte (☎) (points 5-7)

consultant, Deloitte (☎) (points 5-7)

Ouverture de la séance

Le président du Conseil ouvre la séance à 13 h 15 le 24 novembre 2015.

1. Huis clos avec le président du Conseil et le président-directeur général

Le Conseil se réunit à huis clos, en présence de Sylvie Gadoury, pour discuter de divers sujets.

2. Adoption de procès-verbaux

Sur une proposition dûment appuyée, **IL EST RÉSOLU** d'approuver le procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 30 septembre 2015.

3. Analyse du contexte

Hubert T. Lacroix et Marco Dubé expliquent que l'objectif de l'exposé est de donner au Conseil un aperçu général de la manière dont l'industrie de la radiodiffusion fonctionne au Canada, du rôle qu'y joue CBC/Radio-Canada, de certains des principaux défis actuels et à venir que l'industrie et nous-mêmes devons relever, et de certains développements importants qui auront des répercussions dans le futur.

Mark Allen passe en revue les points principaux et le contenu de l'analyse du contexte.

Les membres du Conseil posent des questions sur le marché des services de programmation par contournement et sur notre stratégie à cet effet, sur l'impact de ces services et sur les obstacles potentiels pour la distribution du contenu, sur les jeunes et les auditoires de la télévision, sur la monétisation de nos contenus diffusés sur les nouvelles plateformes, sur les revenus de source étrangère perçus par d'autres radiodiffuseurs, sur l'existence de recherches sur l'opinion publique relativement aux défis des radiodiffuseurs publics, et la mesure dans laquelle les autres radiodiffuseurs font face aux mêmes enjeux

que CBC/Radio-Canada, sur les médias d'information dans le marché francophone, sur le rôle des radiodiffuseurs publics dans la protection de la langue et de la culture, sur la volonté du gouvernement de fournir un financement stable, sur la situation des modèles de la BBC et de ABC, et sur le déclin prévu des revenus publicitaires.

4. Rapport du Comité de planification stratégique

4.1 Priorités de financement

Norman May signale que le Comité s'est réuni le 12 novembre 2015 pour discuter des priorités de financement proposées qui font suite à l'annonce du gouvernement qu'il accorderait un financement additionnel à la Société.

Les membres du Conseil veulent savoir quand on prévoit avoir la confirmation du financement additionnel.

Judith Purves donne un aperçu de l'information incluse dans le tableau présenté.

Heather Conway et Louis Lalande présentent un aperçu des investissements stratégiques proposés et des réinvestissements dans les priorités des Services anglais et des Services français, respectivement.

Les membres du Conseil posent des questions sur la manière dont on a établi les priorités d'investissement en programmation, sur les budgets de la programmation des Services anglais et des Services français, sur les investissements prévus dans le contenu, sur les investissements dans les grands événements et sur la couverture des nouvelles et des événements internationaux.

À 16 h 50, la réunion est ajournée jusqu'au 25 novembre 2015, à 8 h 30.

5. Mise à jour sur le design organisationnel

résume les objectifs et le calendrier du projet.

Steven Guiton fait le point sur la réorganisation d'ISTM.

Les membres du Conseil posent des questions sur les systèmes de production et de radiodiffusion communs aux Services anglais et aux Services français,

sur les efforts faits pour rallier les personnes à ce projet, sur l'évaluation par la direction des progrès du projet,

sur la nécessité d'avoir une date butoir et sur l'échéancier de la numérisation de nos archives.

Judith Purves fait le point sur les progrès de la transformation des Finances.

Les membres du Conseil posent des questions sur l'échéancier et sur la nécessité de stabiliser la situation.

Les membres indépendants du Conseil se réunissent à huis clos avec Hubert T. Lacroix, Sylvie Gadoury, et , puis seulement avec | et

6. Rapport d'étape sur la transformation des Finances

Ce point inscrit à l'ordre du jour est traité au point 5 – Mise à jour sur le design organisationnel.

7. Mise à jour sur le design organisationnel d'ISTM

Ce point inscrit à l'ordre du jour est traité au point 5 – Mise à jour sur le design organisationnel.

8. Politique sur le remboursement des dépenses des employés

Judith Purves donne un aperçu des approches adoptées pour harmoniser nos pratiques avec les politiques du Conseil du Trésor en matière d'événements et d'accueil, de déplacements, d'activités de représentation, de conférences, de surveillance et de rapports, et de déplacements des administrateurs.

Les membres du Conseil posent des questions sur la politique actuelle visant les journalistes qui couvrent les nouvelles à l'étranger ainsi que l'équipe des Revenus à propos des boissons alcoolisées fournies aux clients. Ils posent aussi des questions sur la procédure de préautorisation, sur les personnes qui en seront responsables et sur le coût de la mise en œuvre de la politique révisée.

Les membres du Conseil sont d'accord avec les approches préconisées et avec le fait que cette politique s'applique aussi aux administrateurs.

9. Résultats du sondage Dialogue 2015 mené auprès des employés

Josée Girard fait le point sur le contexte dans lequel le sondage a été mené auprès des employés, sur les raisons justifiant le choix d'un nouveau sondeur et des questions posées, sur l'ajout de questions sur le milieu de travail à la suite des recommandations du rapport Rubin, sur les résultats concernant la mobilisation des employés et sur les étapes à venir.

Les membres du Conseil posent des questions sur la manière dont la direction a réagi à propos des résultats, sur la date du prochain sondage, sur la probabilité que les employés soient ouverts à la nécessité de changer, sur les forces requises par la direction pour réaliser le changement, sur la perception des employés, sur

10. Bulletin de rendement de la *Stratégie 2020*

Marco Dubé explique l'objectif du bulletin de rendement de la *Stratégie 2020*. Il souligne également que le Conseil a approuvé le bulletin de rendement, à l'exception des paramètres n° 2 (Les émissions d'information ont des opinions diversifiées et sont objectives) et n° 7 (Mobilisation des employés). Il passe ensuite en revue les cibles pour 2020.

Les membres du Conseil posent des questions sur les raisons justifiant l'utilisation des notes de 8, 9 ou 10 données par les répondants, sur la signification de certains résultats,

sur la possibilité d'obtenir l'opinion des Canadiens sur le rendement de nos concurrents, sur la manière dont les cibles sont fixées et sur la méthodologie du sondage, particulièrement en ce qui a trait au paramètre n° 2.

Sur une proposition dûment appuyée, **IL EST RÉSOLU** d'approuver les cibles annuelles révisées de 2015-2016 et les cibles de 2020 associées aux indicateurs de rendement établis dans la stratégie.

11. Rapport du Comité de vérification

Brian Mitchell revient sur les questions abordées à la réunion du Comité de vérification tenue le 24 novembre 2015, y compris sur la séance à huis clos du Comité en lien avec les relations entre le Comité des infrastructures et le Comité de vérification, et sur le souhait du Comité d'avoir un de ses membres présents aux réunions du Comité des infrastructures.

Les membres indépendants se réunissent à huis clos pour discuter de cette question.

Brian Mitchell revient ensuite sur les autres questions discutées par le Comité, notamment à propos de la plus grande portée des audits trimestriels et des divulgations proactives des frais de déplacement et de représentation, des résultats des rapports d'audit interne effectués pendant le trimestre et de l'approbation par le Comité de l'entente avec Air Canada.

11.1 Sommaire des résultats financiers

Judith Purves donne un aperçu des résultats financiers clés et attire l'attention des membres du Conseil sur les questions qui pourraient avoir un impact sur la santé financière de la Société.

11.2 Rapport financier T2 2015-2016

Sur la recommandation du Comité de vérification, **IL EST RÉSOLU** de publier le rapport financier de la Société pour le trimestre terminé le 30 septembre 2015.

12. Rapport du Comité des ressources humaines et de la gouvernance

Ted Boyd revient sur les questions abordées à la réunion du Comité des ressources humaines et de la gouvernance qui a eu lieu le 24 novembre 2015.

Josée Girard donne un aperçu des raisons justifiant les mandats proposés

Sylvie Gadoury explique le mandat proposé pour l'UDA.

Les membres du Conseil posent des questions sur le processus d'approbation des mandats de négociation.

12.1 Mandat de négociation avec l'ACTRA

Sur la recommandation du Comité des ressources humaines et de la gouvernance, **IL EST RÉSOLU** d'approuver sans modification le mandat de négociation avec l'ACTRA.

12.2 Convention collective de la FCM

Sur la recommandation du Comité des ressources humaines et de la gouvernance, **IL EST RÉSOLU** d'approuver le prolongement proposé de six mois de la convention collective de la FCM.

12.3 Convention collective de l'UDA

Sur la recommandation du Comité des ressources humaines et de la gouvernance, **IL EST RÉSOLU** d'approuver sans modification le mandat de négociation avec l'UDA.

12.4 Rémunération des cadres supérieurs

Les discussions sur cette question sont reportées à la séance à huis clos (voir point 14).

12.5 Composition des Comités

Ted Boyd fait le point sur les changements que l'on propose d'apporter à la composition des Comités.

Sur une proposition dûment appuyée, **IL EST RÉSOLU** que le Comité des ressources humaines et de la gouvernance recommande au Conseil d'administration que, avec prise d'effet immédiate :

1. Le nom de Ted Boyd soit supprimé de la liste des membres du Comité des communications et des relations avec les parties intéressées;
2. Le nom de Marlie Oden soit supprimé de la liste des membres du Comité des infrastructures;
3. Le statut de membre du Comité des ressources humaines et de la gouvernance de Rémi Racine soit changé à celui de membre d'office sans droit de vote.

13. Rapport du Comité des infrastructures

Rémi Racine revient sur les questions abordées à la réunion du Comité des infrastructures tenue le 24 novembre 2015, y compris sur la décision du Comité d'approuver les ententes d'offre à commandes avec Dell pour l'acquisition et la maintenance des serveurs, de matériel de stockage et d'appareils de points d'accès, ainsi que l'entente avec WideOrbit pour le remplacement du système actuel de gestion de la radiodiffusion.

Steven Guiton explique les raisons justifiant les ententes.

Les membres du Conseil posent des questions sur les prix de l'équipement qui seront en vigueur pendant la durée des ententes et sur la nécessité de remplacer le système actuel. Ils veulent savoir si WideOrbit propose des solutions originales, quels sont les avantages d'impartir à un même fournisseur les solutions pour les systèmes de diffusion pour la télévision et la radio et quel est le niveau de compatibilité entre les systèmes de WideOrbit et ceux de SintecMedia. Ils posent aussi des questions sur la présence de WideOrbit au Canada et veulent savoir si le fait de retenir un fournisseur américain peut être préoccupant.

13.1 Déménagement de la station de Calgary

Rémi Racine mentionne que, puisque les Finances analysent encore la proposition d'affaires, elle ne sera approuvée que si la chef de la direction financière donne son approbation.

Steven Guiton et Marc Lapierre donnent un aperçu de la manière dont la proposition d'affaires a été développée, ainsi que son contexte, les raisons la justifiant et les éléments clés de cette décision.

Les membres du Conseil posent des questions sur l'évaluation de la propriété et sur le zonage actuel, sur la possibilité de louer les locaux actuels, sur les origines de la contamination du sol et sur le responsable de cette situation,

et sur l'endroit où la station doit déménager. Ils demandent aussi à être tenus informés de tout autre enjeu qui pourrait découler de ce projet.

Sur la recommandation du Comité des infrastructures, **IL EST RÉSOLU** que le Conseil d'administration, sous réserve de l'approbation de la proposition d'affaires par la chef de la direction financière, approuve le projet de déménagement de la station de Calgary ainsi que la proposition de bail avec Veteran's Way Project Ltd. visant des locaux situés au 1000, place des Vétérans N.-O., à Calgary, selon des conditions essentiellement similaires à celles présentées à la réunion.

14. Divers et huis clos (administrateurs indépendants)

Les membres indépendants du Conseil se réunissent à huis clos pour discuter de diverses questions.

Le président du Conseil demande au secrétaire général d'inscrire au procès-verbal que, sur la recommandation du Comité des ressources humaines et de la gouvernance présentée durant le huis clos, **IL EST RÉSOLU** :

1.

a été proposé;

conformément à ce qui

2. d'approuver de la vice-présidente, Services juridiques, avocate-conseil et secrétaire générale, conformément à ce qui a été proposé.

15. Éléments d'information

- 15.1. Rapport d'étape trimestriel sur la transformation
- 15.2. État trimestriel des résultats budgétaires
- 15.3. État trimestriel des résultats budgétaires – 2^e trimestre 2015-2016
- 15.4. Prévisions de trésorerie – 2^e trimestre 2015-2016
- 15.5. Tableau de bord et Rapport sur la gestion des risques
- 15.6. Rapport semestriel de l'ombudsman des Services français
- 15.7. Rapport semestriel de l'ombudsman des Services anglais

Levée de la séance

La séance est levée à 12 h 30, le 25 novembre 2015.